

R9 : Stop à la folie gazière : pas de nouvelles infrastructures gazières, ni en Suisse ni ailleurs !

Résolution à l'attention de l'Assemblée des délégué-es de la JS Suisse du 22 avril à Saint-Gall (SG)

Dépositaires : Angel Yakoub (JUSO BL), Annina Ingold (JUSO BL), Clara Bonk (JUSO BL), Elena Kasper (JUSO BL), Jonas Bischofberger (JUSO BL), Mika Kaufmann (JUSO BL), Nils Schmitt (JUSO BL), Noé Lüthold (JUSO AG), Toja Brenner (JUSO BL), Pavel Novak (JUSO AG), Janine Oberli (JUSO BL), Noah Brudsche (JUSO BL), Sophie Haefeli (JUSO AG), Zoe Sutter (JUSO AG), Caian Sempach (JUSO AG)

Sous couvert de sécurité d'approvisionnement, la Suisse recommence à miser sur les énergies fossiles. Un terminal de gaz liquéfié doit voir le jour cette année à Muttenz (BL), suivi d'un stockage de gaz et d'une centrale électrique. Le Gasverbund Mittelland (GVM), responsable du projet, ne l'a certes pas encore décidé, mais il l'a déjà communiqué dans les médias. Cela s'inscrit dans une tendance nationale : le Conseil fédéral a déjà donné le mandat en 2022 d'examiner de nouveaux sites régionaux pour des centrales à gaz de réserve. Cette décision est désormais suivie d'actes : En plus du terminal à gaz de Muttenz, on s'efforce de construire une nouvelle centrale à gaz à Perlen (LU), une centrale au pétrole et au gaz est déjà à nouveau opérationnelle à Birr (AG) et le conseiller fédéral Albert Rösti veut faire construire encore plus de centrales à gaz en 2023. Une chose est claire : il faut inverser cette tendance. Nous ne devons pas autoriser de nouvelles infrastructures pour le gaz naturel liquéfié (GNL) ou d'autres énergies fossiles, l'abandon des énergies fossiles doit se faire le plus rapidement possible.

Infrastructures fossiles néfastes pour le climat et fausse durabilité du secteur gazier

Ces nouveaux réservoirs de gaz, centrales électriques et terminaux sont des infrastructures pour les énergies fossiles. Le pétrole et les gaz fossiles génèrent d'importantes émissions de gaz à effet de serre et sont donc massivement nocifs pour le climat. Le gaz naturel liquéfié (GNL) en particulier est souvent extrait par fracturation.¹ La fracturation libère souvent du méthane, un gaz à effet de serre, d'une part, et injecte dans le sol des substances nocives pour l'environnement et la santé, d'autre part, qui peuvent contaminer les nappes phréatiques. Pour le transport, le GNL doit être refroidi à moins de -160 degrés, ce qui nécessite une dépense énergétique massive.

Les responsables font donc de la publicité pour une durabilité fictive : les infrastructures doivent soi-disant être utilisées un jour pour des gaz "durables", comme le biogaz ou le méthane synthétique. Il n'est pas certain que ces infrastructures soient ensuite effectivement utilisées pour des gaz "durables". La production de biogaz menace en outre la biodiversité, gaspille de grandes surfaces de sol et de terres arables et accélère

¹ <https://www.zhaw.ch/de/medien/medienmitteilungen/detailansicht-medienmitteilung/event-news/es-geht-auch-ohne-gaskraftwerke/>

le défrichage des forêts², tandis que la production de méthane synthétique ne peut se faire qu'à grand renfort d'énergie, est coûteuse et inefficace.³ Le fait est que c'est loin d'être suffisant pour atteindre le zéro net en 2030. Ce greenwashing sert uniquement à maintenir les profits du secteur gazier et empêche une transition rapide vers les énergies renouvelables.

Le secteur gazier assure ses profits sous le couvert de la sécurité d'approvisionnement

La Confédération, les gouvernements cantonaux, le Gasverbund Mittelland et General Electric justifie les projets de nouvelles infrastructures fossiles malgré la crise climatique par la sécurité d'approvisionnement "menacée". Les sources d'énergie renouvelables, comme le solaire, l'hydraulique et l'éolien, sont ainsi totalement laissées de côté. De plus, une analyse de la ZHAW⁴ montre que la Suisse n'a pas besoin de centrales fossiles de réserve supplémentaires pour assurer sa sécurité d'approvisionnement. La peur de la population d'une pénurie d'électricité est instrumentalisée afin que le secteur gazier puisse assurer ses propres profits à long terme. Les nouvelles infrastructures pour le GNL et le gaz liquide consolident la place des énergies fossiles : Comme les installations peuvent être utilisées pendant au moins 20 ans, l'abandon des énergies fossiles s'éloigne.⁵

Développer les énergies renouvelables

Le recours aux énergies fossiles ne devrait pas être une option, car il existe des alternatives : Les sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire, hydraulique et éolienne sont loin d'être épuisées en Suisse. Alors que le terminal gazier de Muttenz, nuisible au climat, doit être construit sans autre forme de procès, la construction d'une éolienne au même endroit est simultanément empêchée par les partis bourgeois. Cette définition des priorités est inacceptable et ne tient pas compte de la crise climatique. Il faut une offensive rapide et de grande envergure en faveur des énergies renouvelables, financée entre autres par des investissements publics.

La JS Suisse pose donc les exigences suivantes :

- Le secteur de l'énergie ne doit pas construire de nouvelles infrastructures pour les énergies fossiles.
- La Suisse doit mettre en place un réseau électrique robuste qui puisse se passer des énergies fossiles même en cas de pénurie. Des plans d'urgence sans énergies fossiles doivent être élaborés pour les situations d'urgence. Les énergies fossiles ne doivent être utilisées que dans des situations sans issue, par exemple pour des réseaux d'urgence pour les hôpitaux.

2 <https://environmentaldefence.ca/2022/10/26/dont-buy-the-hype-lng-is-bad-for-the-climate/>

3La fracturation est un processus qui permet de libérer le gaz des couches rocheuses du sol. Il consiste à ajouter des produits chimiques à de l'eau et à la pomper à haute pression dans les couches rocheuses afin de libérer le gaz. (<https://www.geo.de/natur/oekologie/2906-rtkl-erdgasfoerderung-fracking-das-sollten-sie-wissen>)

4 <https://news.mongabay.com/2023/03/a-liquid-biofuels-primer-carbon-cutting-hopes-vs-real-world-impacts/>

5 <https://www.forbes.com/sites/jamesmorris/2021/03/27/synthetic-fuels-wont-save-the-planet-so-dont-say-they-could/?sh=5287d5b069a4>

- La Confédération doit poursuivre son offensive en faveur des énergies renouvelables et l'étendre considérablement. Là où la main-d'œuvre qualifiée fait défaut, les conditions de travail doivent être améliorées, les salaires augmentés et les reconversions subventionnées.
- La construction d'infrastructures pour l'énergie solaire, éolienne et hydraulique doit être simplifiée, soutenue financièrement et accélérée pour les cantons et les communes.
- Les fournisseurs d'énergie doivent être démocratisés. Les bénéfices des énergies fossiles doivent être fortement taxés et le produit des impôts doit être affecté aux énergies renouvelables.

Recommandation du Comité directeur : accepter